



# Assemblée générale

Distr. générale  
3 août 2011  
Français  
Original : anglais

## Soixante-sixième session

Point 24 b) de l'ordre du jour provisoire\*

### Activités opérationnelles de développement : coopération Sud-Sud pour le développement

## État de la coopération Sud-Sud

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport met en évidence les changements survenus dans la nature des rapports Sud-Sud et leurs incidences sur les perspectives de développement dans le monde du Sud. Il est présenté en application de la résolution 64/221, dans laquelle l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-sixième session, un rapport complet sur l'état de la coopération Sud-Sud. Les données présentées dans le rapport, qui porte sur la période 2009-2011 consécutive à la crise économique de 2008-2009, montrent un Sud plus résistant, où l'approfondissement et l'institutionnalisation de l'intégration ont resserré les liens économiques, politiques et sociaux. Cette intensification des relations a accru le besoin, exprimé par les pays développés comme les pays en développement, d'un appui multilatéral à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. C'est pourquoi il est nécessaire de renforcer la coordination et de trouver des financements mieux assurés et plus ciblés.

\* A/66/150.



## I. Introduction

1. Le présent rapport, établi en application de la résolution 64/221 de l'Assemblée générale, décrit et analyse les grandes tendances de l'évolution de la coopération Sud-Sud entre 2009 et la mi-2011, ainsi que les éléments nouveaux qui ont marqué cette période.

2. Au cours de la période considérée, comme l'a montré leur remarquable résilience face à la crise économique de 2008-2009, des pays tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde sont apparus comme les locomotives de la croissance dans une géographie redessinée. Les économistes ont observé que les pays émergents étaient non seulement devenus les principaux moteurs de la croissance économique mondiale et de la relance, mais qu'ils contribuaient aussi à améliorer la situation économique de pays plus pauvres. En effet, l'augmentation de la demande de biens et de services sur leur marché intérieur est pour beaucoup dans la forte expansion des échanges commerciaux et des investissements Sud-Sud<sup>1</sup>.

3. Ces dernières années, les relations entre les différents acteurs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire se sont intensifiées. Aux échelons mondial, interrégional, régional et national, les gouvernements se sont employés à consolider les fondements juridiques de la coopération, tandis que les organismes multilatéraux continuaient de servir d'intermédiaires entre les pays développés et les pays en développement, y compris en travaillant avec les acteurs locaux.

4. Malgré les progrès remarquables de nombreux pays émergents, on constate depuis plusieurs décennies deux tendances inverses, l'une à la convergence économique et l'autre à l'augmentation des disparités; d'un côté, les pays émergents rattrapent le monde développé et, de l'autre, l'écart ne fait que s'accroître avec le milliard d'êtres humains le plus défavorisé. La plupart des pauvres du monde vivent dans les pays du Sud à revenu intermédiaire durement touchés par la récession économique de 2008, ce qui les a rendus plus vulnérables à l'augmentation des prix alimentaires et du chômage, à la difficulté d'accès aux soins de santé et aux effets sociaux et environnementaux du changement climatique<sup>2</sup>.

5. Par ailleurs, ces dernières années, à mesure que les pays émergents se mobilisaient pour prêter assistance à d'autres pays en développement, la transparence de l'assistance fournie et l'application du principe de responsabilité sont devenues des sujets de préoccupation. Parallèlement, les inégalités de développement entre les pays du Sud exigent de prendre des mesures pour corriger le déséquilibre des échanges et des grands courants d'investissement.

6. Malgré ces problèmes, un consensus mondial s'est fait jour en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : les États, les agents non étatiques et les organisations internationales et régionales ont réaffirmé leur engagement à saisir les nouvelles occasions de réaliser les objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement. De nouveaux partenariats, des financements

---

<sup>1</sup> Voir OCDE, *Perspectives du développement mondial 2010 : le basculement de la richesse*, juin 2010.

<sup>2</sup> Voir Ravi Kanbur et Andy Sumner, « Poor Countries or Poor People? Development Assistance and the New Geography of Global Poverty », disponible en anglais à l'adresse : <http://kanbur.dyson.cornell.edu/papers/KanburSumnerPoorCountriesOrPoorPeople.pdf>.

innovants et des dispositifs d'appui ont été mis en place pour apporter des réponses à divers problèmes économiques et sociaux aux niveaux mondial, régional et local. L'ONU et d'autres organisations multilatérales ont aussi œuvré en faveur de partenariats et de concertations plus ouverts, associant davantage les pays en développement, et formulé des principes pour encadrer la coopération Sud-Sud.

7. Le rapport a été établi sur la base d'informations figurant dans des rapports récents de l'ONU, les rapports d'autres organisations multilatérales et non gouvernementales, un rapport récent du Corps commun d'inspection<sup>3</sup> sur l'appui apporté par l'Organisation à la coopération Sud-Sud et d'autres études et travaux de recherche, afin de dresser un tableau détaillé des tendances et des problèmes Sud-Sud. Le rapport présente des exemples illustrant les interactions Sud-Sud pendant la période à l'examen qui ne prétendent pas à l'exhaustivité.

## **II. État de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire**

### **A. Renforcement de la résilience économique**

8. Depuis 2009, les relations Sud-Sud se caractérisent par une hausse de la croissance économique et du niveau des échanges commerciaux et des investissements, qui s'accompagne d'un creusement des inégalités, du renforcement de l'intégration et d'une demande croissante d'initiatives dans les domaines de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Les interactions Sud-Sud modifient en profondeur le tissu des relations internationales et ont d'ores et déjà donné des résultats probants en matière de développement, comme en témoigne la puissance acquise par certains pays du Sud dans l'économie mondiale.

9. En 2008, les pays en développement représentaient quelque 37 % du commerce mondial, dont environ la moitié de flux Sud-Sud, et près des trois quarts de la croissance mondiale<sup>1</sup>. D'après les prévisions des économistes, en 2030, la coopération Sud-Sud sera l'un des principaux moteurs de la croissance et représentera 57 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. En moyenne, les taux de croissance des pays en développement sont passés d'environ 1,2 % en 2009 à 5,2 % en 2010. Leur PIB devrait encore s'accroître pour atteindre 5,8 % en 2011<sup>1</sup>.

10. À mesure qu'apparaissent de nouveaux pôles de croissance, les liens économiques entre les pays en développement se sont resserrés. Entre 1990 et 2008, le volume des échanges mondiaux a quadruplé, tandis que celui des échanges Sud-Sud a été multiplié par plus de 20 au cours de la même période. Actuellement, l'Inde est un partenaire commercial essentiel de l'Afrique subsaharienne; elle est en effet l'une des cinq principales sources de biens pour au moins un tiers des pays d'Afrique avec, en 2010, des importations et des exportations de biens et de marchandises en provenance et à destination de l'Afrique d'une valeur de 20,7 et 10,3 milliards de dollars respectivement. Les échanges commerciaux annuels entre le Brésil et l'Afrique sont passés de 3,1 à 26 milliards de dollars entre 2000 et 2008<sup>1</sup>. La Chine s'est fixé comme priorité d'établir des liens étroits avec d'autres pays en développement en multipliant les accords commerciaux, les contrats d'investissement et les accords de production, ce qui a conduit l'Organisation de

<sup>3</sup> Voir JIU/REP/2011/3 (<http://www.unjiu.org/>).

coopération et de développements économiques (OCDE) à indiquer, en 2010, que, chaque fois que la croissance de la Chine gagne un point, celle des pays à faible revenu gagne 0,2 point<sup>1</sup>.

11. Au cours de la même période, les pays en développement ont attiré de plus en plus d'investissements et de capitaux privés : les courants de capitaux privés nets ont augmenté, passant de 110 milliards de dollars en 2008 à environ 386 milliards de dollars en 2009 et, d'après les estimations, auraient bondi à 659 milliards de dollars en 2010. Le niveau de l'aide publique au développement (APD) entre les pays en développement, qui se situait entre 9,5 et 12,1 milliards de dollars en 2006, a aussi nettement augmenté, pour atteindre 12 à 13,9 milliards de dollars en 2008<sup>4</sup>.

12. La période à l'examen a été marquée par un mouvement d'intégration entre les pays du Sud qui ont, en particulier, resserré leurs liens économiques et politiques, comme le montrent la création et la mise en fonctionnement d'institutions et de structures de coopération. En Afrique comme en Asie et en Amérique latine, les pays ont cherché des solutions à la crise avec une énergie renouvelée et relancé la mise en commun de ressources allouées au développement. En témoignent des activités comme celles de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union africaine en Côte d'Ivoire, le rôle du Conseil de coopération du Golfe au Yémen et la création de la Banque du Sud (Banco del Sur), à la fois organisme multinational de crédit et fonds monétaire, fondée par l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du) à Caracas, en 2009, à l'occasion du Sommet Amérique du Sud-Afrique.

13. La coopération a également progressé sous l'effet de la demande croissante de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, qui résulte de divers facteurs, parmi lesquels la récession économique, la confirmation de la résilience des pays en développement et la prise de conscience que le Sud n'est pas dépourvu de perspectives. En 2009, le PIB total a baissé considérablement dans les pays membres de l'OCDE, qui ont connu une chute des taux de croissance de 3,3 %; les dons réservés à l'aide d'urgence versés au système des Nations Unies ont diminué et les flux nets de capitaux vers les pays en développement ont diminué sensiblement, à l'instar des transferts de fonds, de 7,3 à 10,1 %<sup>3</sup>. Du fait de ces facteurs conjugués, le débat sur la coopération internationale pour le développement a cessé de se limiter aux traditionnels programmes d'aide extérieure pour s'élargir à d'autres méthodes d'assistance, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. En conséquence, le Groupe des Huit, l'OCDE, l'Union européenne, les entités des Nations Unies et la Banque mondiale ont tous pris des mesures concrètes pour s'associer aux pays en développement dans le cadre de partenariats Sud-Sud et triangulaires et œuvrer en faveur d'une concertation sur l'action à mener et d'une collaboration plus poussées afin que l'aide soit distribuée de façon plus efficace et plus économique<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Voir Union européenne, Conférence sur la coopération au développement en temps de crise, Madrid, 9-10 juin 2010.

<sup>5</sup> Par exemple, à la conférence de haut niveau tenue au Parlement européen en 2011 sur la maîtrise locale des projets et la coopération Sud-Sud comme moyens d'améliorer l'aide communautaire au développement fournie par l'Union européenne, le Ministre des affaires étrangères du Costa Rica a souligné que, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, il était possible de définir et d'appliquer plus efficacement des solutions plus rentables, facilitant les transferts de technologies, assurant aux pays la maîtrise et la direction des actions menées et leur garantissant un renforcement de leurs capacités.

14. Des facteurs mondiaux tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, la montée des prix énergétiques et les maladies ont, eux aussi, fait ressortir la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. La diminution des ressources en eau qui, d'après les estimations actuelles, devrait être de 10 à 30 % dans les régions sèches d'ici à 2050, fait peser une menace sur les approvisionnements en eau et les disponibilités alimentaires. Cette perspective, à laquelle il faut ajouter la diminution de la superficie de terres cultivables dans le monde, a donné lieu à des transactions foncières controversées entre les pays en développement et à l'intensification des négociations et des interactions entre les pays du Sud en préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui doit se tenir au Brésil, en juin 2012. Certains pays en développement offrent actuellement leur aide à ceux qui ont des besoins dans ces domaines, notamment dans le cadre d'une assistance multilatérale, y compris par l'intermédiaire du Programme spécial pour la sécurité alimentaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

15. Alors même que la majorité des pays du Sud continuent de coopérer entre eux suivant le modèle de la coopération technique, la formalisation des interactions par le biais de stratégies de diffusion du développement de proche en proche et la clarification des stratégies d'aide au développement de certains des grands pays émergents, comme le Brésil, la Chine et l'Inde, ont été motivées par la demande croissante d'échanges Sud-Sud pendant la période considérée<sup>6</sup>. La distinction entre l'aide au développement Sud-Sud et l'APD traditionnelle est également devenue plus claire pendant la période considérée. Une différence notable était le fait que les pays du Sud qui prêtaient leur aide suivaient généralement des stratégies de développement à volets multiples, portant à la fois sur le commerce, l'investissement et l'assistance, souvent au service de projets d'infrastructure ou de renforcement des capacités de production. Les aides prenaient la forme, entre autres, de prêts concessionnels, de subventions, de facilités de crédit, d'une assistance technique et d'un appui par l'intermédiaire d'institutions multilatérales. La différence entre l'aide Sud-Sud et l'aide traditionnelle était également précisée dans le Document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, où ont été reconnus et réaffirmés les grands principes de la souveraineté nationale, de l'appropriation et de l'indépendance nationales, de l'égalité, de l'absence de conditions, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel<sup>7</sup>.

## B. Consolidation de l'intégration régionale

16. Les domaines de coopération entre les pays en développement, tout en s'élargissant, ont été traités de manière plus approfondie au sein des régions. Pendant la période considérée, de nombreuses organisations de coopération

<sup>6</sup> Le Livre blanc de la Chine sur l'aide extérieure est consultable à l'adresse [http://news.xinhuanet.com/english2010/china/2011-04/21/c\\_13839683.htm](http://news.xinhuanet.com/english2010/china/2011-04/21/c_13839683.htm); pour un examen de la stratégie africaine de l'Inde, voir Naidu, Sanusha, « India's Growing Africa Strategy », *Review of African Political Economy*, vol. 35, n° 115; pour plus de détails sur les mesures prises par le Brésil, voir <http://www.economist.com/node/16592455> et rapport du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU intitulé *Development Cooperation for the Millennium Development Goals: Maximizing Results* (ST/ESA/326).

<sup>7</sup> Résolution 64/222, annexe, par. 11 et 18.

régionale se sont employées à élargir les cadres et les domaines portant sur le commerce, l'investissement et la finance dans le monde du Sud, ce qui a ensuite entraîné des actions visant à améliorer la force institutionnelle des organisations elles-mêmes. La coopération économique s'est accompagnée d'une coopération politique plus étroite, qui s'est traduite notamment par un renforcement des arrangements de sécurité collective et des systèmes informatiques pour le partage des connaissances et de l'expérience. De nouveaux acteurs sont également apparus, tandis que les banques régionales et les banques d'import-export des pays émergents jouaient un rôle plus important dans le financement des initiatives Sud-Sud.

17. L'action menée pour élargir l'espace économique en Afrique va des mesures visant à renforcer l'intégration monétaire, comme on peut le constater avec la CEDEAO et la Communauté d'Afrique de l'Est, à l'établissement de zones de libre-échange couvrant des pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Communauté de développement de l'Afrique australe, qui représentent au total une population de près de 600 millions de personnes, un PIB total d'environ 1 000 milliards de dollars et 57 % de la population totale des États membres de l'Union africaine.

18. En Asie, des progrès ont été réalisés concernant les dispositions visant à étendre et à faciliter le libre-échange, comme le prouve le travail effectué par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et l'Association de coopération économique Asie-Pacifique pour coordonner la réforme en matière de réglementation, la connectabilité, les politiques compétitives, le développement des petites et moyennes entreprises, la gestion des catastrophes et la sécurité alimentaire dans la région. La consolidation de l'intégration économique régionale progresse également par le biais de l'officialisation de la zone de libre-échange entre la Chine et l'ASEAN, en janvier 2010, et du projet de création d'une communauté économique asiatique d'ici à 2015, d'une zone de libre-échange des pays de l'ASEAN d'ici à 2020 et d'une zone de libre-échange entre les sept membres de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle<sup>8</sup>.

19. Les groupements régionaux ont aussi resserré leurs liens politiques, comme le montre la création d'une cour de justice de la Communauté par la CEDEAO, qui s'emploie notamment à affermir son dispositif sécuritaire par ses forces armées alliées. Un autre exemple est celui des membres de la Communauté d'Afrique de l'Est qui s'efforcent de mettre en place une fédération politique complète d'ici à 2015. En outre, sur la période allant de 2009 à 2011, les organisations régionales sont intervenues de manière croissante dans les conflits internes, tant sur le plan politique que militaire, dans des pays tels que Bahreïn, la Côte d'Ivoire, le Honduras, la Jamahiriya arabe libyenne, le Soudan, le Soudan du Sud et le Yémen<sup>9</sup>.

20. La demande grandissante en matière d'initiatives régionales a encouragé les organisations de coopération régionale à renforcer leurs mécanismes institutionnels. Cet aspect a reçu un rang de priorité élevé en Afrique, plus particulièrement, où le

<sup>8</sup> Voir [http://www.bimstec.org/about\\_bimstec.html](http://www.bimstec.org/about_bimstec.html).

<sup>9</sup> Voir : Intervention au Bahreïn (<http://www.alarabiya.net/articles/2011/03/14/141445.html>); Intervention au Yémen (<http://www.voanews.com/english/news/middle-east/Protests-in-Yemen-Amid-Regional-Efforts-to-Mediate-119565559.html>); Intervention en Côte d'Ivoire ([http://news.xinhuanet.com/english2010/world/2010-12/25/c\\_13663784.htm](http://news.xinhuanet.com/english2010/world/2010-12/25/c_13663784.htm)); Intervention en Jamahiriya arabe libyenne (<http://allafrica.com/view/group/main/main/id/00012794.html>).

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, lancé par l'Union africaine, est devenu récemment un organisme agence à part entière qui s'emploie à accélérer la création de capacités et le développement durable par le biais de partenariats clefs aux niveaux régional et multilatéral. En 2011, le Partenariat a lancé la Plate-forme africaine pour l'efficacité du développement, afin de mobiliser les responsables politiques, les spécialistes et un large groupe d'interlocuteurs, avec pour objectif de parvenir à un développement durable, en utilisant la transmission du savoir entre pairs et l'échange de connaissances et de données d'expérience à travers les réseaux et les communautés de pratique existants, et en encourageant le renforcement des capacités, de l'efficacité de l'aide et de la coopération Sud-Sud dans la région<sup>10</sup>. Dans la même perspective, Sri Lanka, l'Inde, l'Indonésie et le Centre de gestion des catastrophes de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ont fourni une assistance technique afin d'adapter au contexte sri-lankais des méthodes reconnues internationalement et fondées sur les expériences d'autres pays d'Asie, à travers l'utilisation de « DesInventar », système de gestion de l'information relative aux catastrophes qui est utilisé actuellement pour conserver des données historiques sur les catastrophes qui se sont produites à Sri Lanka dans les 30 dernières années.

21. Les mécanismes interrégionaux ont également été renforcés durant la période à l'examen, notamment entre les pays de la région d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Organisation des États ibéro-américains, qui est composée de 24 membres de langue espagnole et portugaise en Amérique latine, aux Caraïbes et en Europe, a redoublé d'efforts pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire entre ses États membres dans le cadre de son Programme ibéro-américain de renforcement de la coopération Sud-Sud, qui a été mis à exécution en janvier 2010. Le Programme est principalement consacré au développement et à l'amélioration des systèmes d'information afin d'identifier les bonnes pratiques et d'établir des fichiers de données statistiques permettant de fournir de meilleures informations concernant la responsabilité dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la région.

22. L'engagement croissant des banques régionales de développement a également contribué à la coopération Sud-Sud au cours des deux dernières années, en particulier leur soutien pour l'action menée en faveur de la création de capacités et de la consolidation des partenariats entre les secteurs public et privé aux niveaux interrégional et régional. La Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque islamique de développement ont toutes encouragé l'établissement de partenariats et de projets dans des domaines très divers comme les technologies de l'information et des communications, les soins de santé et les institutions éducatives et professionnelles dans un certain nombre de régions, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie centrale. La Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement ont toutes deux contribué à promouvoir les échanges commerciaux dans leurs continents respectifs, par un financement direct d'un montant de 2,8 milliards de dollars qu'a consacré aux entreprises la Banque asiatique de développement et un soutien d'environ un milliard de dollars qu'a apporté la Banque africaine de développement aux banques commerciales et aux institutions

---

<sup>10</sup> <http://www.africa-platform.org/>.

financières. La Banque africaine de développement a aussi financé un certain nombre de programmes d'infrastructure à travers le continent pendant cette période.

23. Outre les banques régionales de développement, les banques des pays émergents comme le Brésil, la Chine et l'Inde, jouent également un rôle croissant dans le développement Sud-Sud aux niveaux interrégional et régional. La Banque d'import-export de Chine a financé la construction de trois des plus grands barrages hydroélectriques en Équateur. En 2011, l'Inde a accordé une ligne de crédit de 5 milliards de dollars à des pays d'Afrique et annulé des dettes à hauteur de 24 milliards de dollars dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés<sup>11</sup>. Le Brésil, par le biais de sa Banque nationale de développement économique et social a également financé de nombreux projets d'infrastructure dans le pays, en particulier dans les domaines de l'extraction de combustibles fossiles, des infrastructures de transport et des barrages hydroélectriques. De plus, en 2009, comme indiqué plus haut, sept pays d'Amérique latine ont signé la charte historique de la Banque du Sud; l'Argentine, le Brésil et le Venezuela (République bolivarienne du) ont versé des contributions initiales et un montant de 4 milliards de dollars.

24. Dans l'ensemble, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire se sont caractérisées par une diversification des domaines traités et un approfondissement des interactions, en particulier avec l'institutionnalisation croissante des efforts de coopération régionale, qui contribuent tous à créer les conditions d'une coopération bilatérale, régionale et mondiale plus robuste et plus constructive.

### C. Consolidation des interactions entre les pays en développement

25. Au cours de la période considérée, outre l'augmentation susmentionnée des échanges commerciaux et des investissements, la coopération bilatérale entre pays en développement s'est intensifiée sur les plans du financement du développement, de l'échange de connaissances et de données d'expérience, de la création de réseaux, du renforcement des institutions et de l'officialisation des arrangements de coopération.

26. Pour ce qui est du financement du développement, l'aide Sud-Sud a augmenté rapidement ces dernières années. L'essor des organisations philanthropiques du Sud – fondations, fonds fiduciaires et organisations de la société civile financées par des dotations et des particuliers aisés et des entreprises – est également remarquable. En 2010, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a indiqué que l'aide au développement dans les pays du Sud, sous forme de prêts concessionnels et de subventions, avait augmenté rapidement au cours des dernières années, passant de 8,6 milliards de dollars en 2006 à 15,3 milliards de dollars en 2008. Le Département précisait dans son rapport que l'Arabie saoudite, la Chine et le Venezuela (République bolivarienne du) venaient en tête des pourvoyeurs d'aide au développement, suivis par des organismes arabes et l'Inde, et représentaient à

<sup>11</sup> Voir Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, *La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique*, New York, 2010 (voir [http://www.un.org/africa/osaa/reports/emerging\\_economies\\_2009\\_French.pdf](http://www.un.org/africa/osaa/reports/emerging_economies_2009_French.pdf)).



eux trois 75 % de l'ensemble de la coopération Sud-Sud pour le développement en 2008<sup>12</sup>.

27. Dans le domaine de l'aide financière, on a constaté que les initiatives ciblaient souvent des pays voisins à l'échelle régionale ou sous-régionale, afin de renforcer leurs liens politiques, financiers et commerciaux, et qu'elles se trouvaient généralement facilitées par la proximité géographique<sup>13</sup>. Le Fonds mixte de coopération Mexique-Chili pour le financement de la coopération Sud-Sud offre un exemple de cette tendance. On notera que les arrangements financiers interrégionaux se développent également. Par exemple, la Chine et l'Inde ont élaboré des programmes de coopération axés sur l'aide à l'Afrique, dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine pour la première et dans celui du Programme de coopération technique et économique et du Programme spécial d'aide du Commonwealth à l'Afrique pour la seconde<sup>14</sup>. De plus, la Banque du Sud, créée en novembre 2009, s'attache à promouvoir le financement Sud-Sud du développement, conformément à l'objectif fixé par le Centre du Sud en 2000.

28. L'échange de connaissances et de données d'expérience demeure une importante priorité de la coopération technique Sud-Sud. La Chine et l'Inde, par exemple, ont resserré à cette fin les liens bilatéraux qui les unissent à des pays d'Afrique subsaharienne. Le Réseau de coopération Sud-Sud a été établi par la Chine pour faciliter les échanges d'informations, les travaux de recherche communs, les échanges techniques et les partenariats public-privé dans le domaine des technologies appliquées en ce qui concerne la microhydraulique, le biogaz et l'énergie solaire qu'elle entend développer avec d'autres pays en développement. Le projet indien de réseau électronique panafricain porte sur le transfert d'informations médicales par téléconférence ou téléconsultation entre l'Inde et des pays membres de l'Union africaine. Des pays en développement comme le Brésil, le Chili, la Chine, l'Égypte, El Salvador, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, la Tunisie et la Turquie ont aussi offert des possibilités de formation des ressortissants d'autres pays du Sud dans différents secteurs. L'Inde s'est employée à diffuser son savoir sur la technologie des logiciels en organisant chaque année des stages de formation à l'intention d'environ 5 000 professionnels d'autres pays en développement dans des domaines tels que les technologies de l'information et de la communication, les télécommunications, les petites et moyennes entreprises, le développement rural et les énergies renouvelables. Le Qatar, qui joue maintenant un rôle moteur dans la coopération Sud-Sud en ce qui concerne les secteurs du pétrole

<sup>12</sup> Pour plus d'informations sur les tendances récentes de l'aide au développement Sud-Sud, voir : Département des affaires économiques et sociales, *Development Cooperation for the Millennium Development Goals: Maximizing Results*, 2010 (ST/ESA/326) et Park, Kang-Ho, « New Development Partners and a Global Development Partnership » in *Catalyzing Development: A New Vision for Aid*, Homi Kharas, Kiji Makino et Woojin Jung éd., Brookings Institution Press, 2011, Washington.

<sup>13</sup> Voir ST/ESA/326.

<sup>14</sup> Le Forum sur la coopération sino-africaine a constitué un fonds de développements sino-africain pour aider les sociétés chinoises à investir en Afrique, lequel a consenti des prêts à des conditions préférentielles à concurrence d'un montant de 3 milliards de dollars et des crédits commerciaux se chiffrant à 2 milliards de dollars pour la période 2007-2009. En 2010, la Chine a financé des projets d'infrastructure en contrepartie de la possibilité d'exploiter des ressources naturelles; ses échanges bilatéraux avec l'Afrique se sont élevés à 126,9 milliards de dollars. L'Inde, quant à elle, a aidé 156 pays en développement, leur fournissant une assistance technique dont le montant total représente plus de 2 milliards de dollars depuis 1964.

et du gaz, a réuni des représentants de 42 pays d’Afrique, d’Asie, du Moyen-Orient et d’Amérique latine, ainsi que d’organisations internationales, pour les faire profiter de son expérience en matière de gestion efficace des hydrocarbures.

29. La mise en place de cadres institutionnels est aussi au centre des initiatives Sud-Sud. Le Brésil, l’Inde et la Turquie ont déjà apporté une contribution importante dans ce domaine. L’Agence de coopération brésilienne a coordonné des activités de développement internationales menées avec de nombreuses institutions nationales, telles que l’Entreprise brésilienne de recherche agronomique dans le but de mettre en œuvre des projets à impact structurel dans les domaines de l’agriculture et de la sécurité alimentaire. Au Mali, le Brésil a soutenu le projet « Coton-4 » pour améliorer la qualité du coton et accroître la production; au Sénégal, par l’intermédiaire de l’Entreprise de recherche agronomique, il aide l’Institut de recherches agricoles à améliorer la qualité du riz et à rendre la riziculture plus concurrentielle. À l’occasion du Sommet du Forum Inde-Afrique, l’Inde a soutenu la création de l’Institut indo-africain du commerce extérieur en Ouganda, de l’Institut indo-africain d’informatique au Ghana, de l’Institut indo-africain du diamant au Botswana et de l’Institut indo-africain de l’éducation, de la planification et de l’administration au Burundi. L’Agence turque pour le développement et la coopération internationale, qui a ouvert de nouveaux bureaux de coordination de programme, dispose maintenant dans 23 pays en développement d’Asie centrale, du Caucase, des Balkans, du Moyen-Orient et, depuis peu, d’Afrique subsaharienne, de 26 antennes chargées de stimuler le développement institutionnel, de renforcer les capacités de valoriser les ressources humaines et d’améliorer l’éducation, les systèmes de santé, les programmes culturels, l’économie axée sur l’agriculture, la préservation de l’environnement et la diffusion de l’information.

30. Depuis cinq ans, la tendance à l’officialisation des accords entre pays en développement s’accélère. Il suffit pour s’en convaincre de voir le nombre de mécanismes d’intégration régionale et les espaces de dialogue entre un pays et un continent ou entre continents que l’Afrique du Sud, la Chine, l’Égypte, l’Inde, la Turquie et le Venezuela (République bolivarienne du) ont mis sur pied pour collaborer avec les pays d’Afrique. Au deuxième Sommet Amérique du Sud-Afrique, tenu au Venezuela (République bolivarienne du) en 2009, les délégations des deux continents ont jeté les bases d’une coopération économique et conclu un accord prévoyant le renforcement de la coopération Sud-Sud dans les secteurs du commerce, de la sécurité, de l’énergie et de l’extraction minière.

31. Comme les pays du Sud sont maintenant mieux à même d’échanger leurs savoir-faire avec d’autres pays en développement dans certains secteurs du développement par le biais de mécanismes institutionnels spécialisés bien en place, tout l’enjeu est de renforcer les partenariats et de réduire les asymétries dans les rapports de force qui lèsent les plus faibles.

#### **D. Renforcement des partenariats triangulaires**

32. Entre 2009 et 2011, les mécanismes institutionnels ont été renforcés pour promouvoir les partenariats, le partage de connaissances et de technologies et la transmission des savoirs entre pairs dans l’ensemble du monde du Sud. De plus en plus souvent, en complément de la coopération Nord-Sud, divers acteurs ont opté

pour des solutions Sud-Sud et des modalités de coopération triangulaire dans le but de rendre l'aide plus efficace et inclusive.

33. Notant que les activités de développement Sud-Sud présentaient de plus en plus d'intérêt, les pays développés ont mobilisé un soutien plus important en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. En 2010, par exemple, le Groupe des Vingt a adopté son Plan d'action pluriannuel pour le développement, dans lequel il souligne que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont d'importants outils d'innovation permettant d'échanger des informations et de mettre des ressources nationales au service du développement durable<sup>15</sup>. En juin 2011, le Groupe des Vingt a aussi fait connaître un plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture, où il prend acte de la décision de l'Union africaine de créer, sous les auspices du NEPAD, un organisme de développement chargé de faciliter l'accès des agriculteurs africains aux intrants agricoles et de promouvoir des accords sur le commerce de produits agricoles équitables et mutuellement avantageux, ainsi que d'améliorer les capacités agricoles des pays d'Afrique<sup>16</sup>. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE a aussi manifesté un vif intérêt pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, notamment dans le cadre des travaux de l'équipe de projet sur la coopération Sud-Sud et en organisant l'Événement de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et le renforcement des capacités, en mars 2010, à Bogota, en préparation du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement qui se tiendra fin 2011 à Busan (République de Corée).

34. Alors que les partenariats triangulaires suscitent de plus en plus d'intérêt et font l'objet d'une demande de plus en plus forte de la part des pays en développement comme des pays développés, les organismes donateurs traditionnels adoptent plus souvent la modalité de coopération triangulaire pour accroître l'impact des projets de développement par des programmes innovants cofinancés par plusieurs sources. Une étude réalisée avec l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale et le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui rend compte des vues des donateurs, des pays pivots et des pays bénéficiaires, révèle les avantages et l'intérêt qu'ont les acteurs du Nord à adopter des méthodes triangulaires, qu'il s'agisse d'organismes de développement internationaux ou d'organisations multilatérales.

35. En général, il apparaît dans l'étude que les interactions triangulaires sont, plus que d'autres, propices à la transparence et à l'application du principe de responsabilité. Les pays pivots apprécient l'appui des donateurs et des organisations internationales dans des domaines tels que le développement des capacités techniques, le renforcement des cadres directifs et institutionnels, et l'acquisition de savoir-faire dans le cadre de la coopération internationale, autant de facteurs qui contribuent à asseoir leur crédibilité et leur réputation. De plus, les pays bénéficiaires ont signalé l'avantage qu'il y avait à passer par un intermédiaire pour échanger des informations et à participer à des partenariats avec des pays pivots; ils ont aussi insisté sur la crédibilité gagnée par les pays pivots en matière de

<sup>15</sup> Déclaration du Sommet de Séoul (voir [http://www.g20.org/Documents2010/11/seoulsummit\\_annexes.pdf](http://www.g20.org/Documents2010/11/seoulsummit_annexes.pdf)).

<sup>16</sup> Voir <http://www.nepad.org/ceo039s-office/news/2337/aunepad-declaration-about-g20-action-plan-food-price-volatility-and-agricul>.

coopération et l'essor de cette coopération, notamment de la fourniture de services et d'équipements par les donateurs. Ces derniers et les organisations internationales ont indiqué les avantages qu'ils trouvaient à s'appuyer sur l'expérience et le savoir-faire de pays en développement eux-mêmes, et mentionné l'augmentation de l'assistance apportée aux pays pivots dans le cadre d'arrangements triangulaires. L'étude a aussi mis en évidence les problèmes posés par la hausse des coûts de transaction et les tensions liées à la coordination des mesures; la plupart des parties consultées ont néanmoins estimé que la coopération triangulaire présentait plus d'avantages que d'inconvénients<sup>17</sup>.

36. Les activités qui ont reçu le soutien le plus important dans le cadre de la coopération triangulaire sont les suivantes : développement des capacités en vue d'une gestion efficace de la coopération Sud-Sud, échange de connaissances et d'informations, et mise en œuvre de programmes Sud-Sud.

37. S'agissant du renforcement des capacités, les efforts ont essentiellement consisté à aider les organismes de coopération pour le développement du Sud à établir de bonnes pratiques. L'analyse de données relatives à des projets de coopération triangulaire menés en 2009, qui figure dans le rapport du Secrétariat général ibéro-américain sur la coopération Sud-Sud pour 2010, révèle qu'environ la moitié des projets de coopération était axée sur des activités économiques (30 %) et sociales (22 %), et l'autre moitié sur le renforcement des capacités institutionnelles des organismes publics, la société civile et l'environnement<sup>18</sup>. Le renforcement des institutions publiques est au cœur du projet du PNUD en Afghanistan, réalisé sous l'égide des États-Unis d'Amérique, qui vise à promouvoir des pratiques démocratiques en matière de police. Dans le cadre du projet, dont la mise en œuvre se poursuit, un stage de formation a été organisé à l'intention des officiers de police afghans, avec la participation de policiers népalais sur des thèmes tels que la police de proximité et, plus particulièrement, la prévention de la violence sexuelle et les mesures visant à combattre ce phénomène. Des donateurs traditionnels – l'Agence japonaise de coopération internationale, par exemple – ont également fait porter leurs efforts sur des questions comme le renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de protection sociale, en coopérant avec la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique et en soutenant le projet mené conjointement par l'ASEAN, l'OIT et le Japon sur les relations industrielles, ainsi que la création d'un centre régional visant à promouvoir l'autonomisation des personnes handicapées en s'inspirant des bonnes pratiques transmises dans le cadre d'échanges Sud-Sud.

38. L'Agence allemande de coopération internationale a été particulièrement active dans les échanges d'informations pour le développement. Elle a apporté son appui au projet du Gouvernement mexicain sur la mise en commun des enseignements tirés en matière de gestion de l'environnement et des déchets solides, qui a permis de former des travailleurs du secteur en El Salvador, en Équateur, au Guatemala et en République dominicaine, et a débouché sur la création d'un portail

---

<sup>17</sup> Voir Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud du PNUD, « Accroître la coopération Sud-Sud et triangulaire : étude de la situation actuelle et des bonnes pratiques existant dans les politiques, les institutions et les opérations de coopération Sud-Sud et triangulaire », 2009 (voir <http://ssc.undp.org>).

<sup>18</sup> Voir Secrétariat général ibéro-américain, *Report on South-South Cooperation in Ibero-America*, novembre 2010 (voir [www.segib.org](http://www.segib.org)).

latino-américain (Réseau Giresol) créé pour faciliter l'échange d'informations et de ressources sur la gestion intégrée des déchets solides et la prévention en la matière dans la région<sup>18</sup>. L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement a également fait de l'échange de connaissances une priorité de la coopération triangulaire, en finançant et en facilitant le dialogue intergouvernemental et la coopération entre donateurs, et notamment en organisant à Madrid, en mars 2010, dans le cadre de l'Union européenne, une réunion sur la coopération triangulaire dans le contexte de l'efficacité de l'aide.

39. La mise en œuvre des projets demeure un objectif prioritaire des pays donateurs, qui peut passer par la création de fonds de coopération conjoints destinés à financer des activités triangulaires (fonds créés par l'Espagne avec le Chili et l'Argentine et par l'Allemagne avec le Chili, par exemple) ou par la réalisation de projets d'assistance technique comme ceux qu'appuient les agences allemande et japonaise de coopération internationale<sup>18</sup>. En 2010, l'agence japonaise, en pointe dans ce domaine, a prêté son assistance à environ 12 000 participants du monde entier par le biais de ses 15 bureaux situés au Japon et ailleurs, dans le cadre de 1 300 programmes allant de l'appui et de la formation à la prévention des catastrophes à l'aide en matière de commerce et d'investissement en passant par la formation dans le domaine des soins de santé<sup>19</sup>.

## **E. Appui renforcé du système des Nations Unies**

40. Au cours de la période considérée, les États Membres ont constamment démontré leur adhésion sans faille aux initiatives Sud-Sud et ont fixé clairement le cap des actions que devait engager le système des Nations Unies pour le développement pour catalyser et appuyer efficacement la coopération Sud-Sud. Dans le droit fil des orientations des deux années précédentes et en réponse aux directives données par les États Membres, les entités du système ont redoublé d'efforts pour intensifier et renforcer la coopération Sud-Sud en s'employant à : mieux intégrer cette coopération dans les politiques générales de l'Organisation; nouer des partenariats stratégiques au service d'une telle coopération; faire de la coopération Sud-Sud un élément prioritaire dans les instruments de planification à long et moyen terme; adopter des approches plus cohérentes et mieux coordonnées, à travers notamment des programmations conjointes; créer des centres d'excellence dirigés par des acteurs du Sud ou les institutionnaliser, de manière à mieux partager les connaissances et les idées de solutions; et lancer des initiatives innovantes de mobilisation des ressources au profit de la coopération Sud-Sud.

41. Durant cette même période, les États Membres ont réaffirmé leur attachement à la coopération Sud-Sud et ont imprimé une direction plus ferme aux processus multilatéraux à travers les grands organes intergouvernementaux. De manière significative, le Groupe des 77 (G77) et de la Chine a continué de faire preuve d'initiative en matière de coopération Sud-Sud, en conduisant les délibérations sur la question dans presque toutes les grandes conférences des Nations Unies ainsi qu'à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, en soulignant l'importance du soutien à apporter à cette coopération dans le système des Nations Unies et le cadre de la Plate-forme du Sud pour le développement lancée en 2008, et a rappelé les grands principes de la coopération Sud-Sud énoncés dans ses

<sup>19</sup> Voir [http://www.jica.go.jp/english/news/field/2011/20110426\\_01.html](http://www.jica.go.jp/english/news/field/2011/20110426_01.html).

déclarations ministérielles de 2009 et 2010. En 2010, le Groupe des 77 et de la Chine a démontré son vigoureux leadership lors de l'élaboration et de l'approbation du Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud sur la biodiversité. Par ailleurs, la conclusion du troisième cycle de négociations sur le Système global de préférences commerciales entre pays en développement, à Sao Paulo en décembre 2010, sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), illustre elle aussi la ferme volonté du Groupe des 77 et de la Chine de promouvoir les échanges commerciaux entre ses membres. Les États Membres de l'ONU ont clairement réaffirmé leur adhésion aux approches Sud-Sud du développement lorsqu'ils se sont retrouvés à Nairobi en décembre 2009 pour la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Le document final de la Conférence (document de Nairobi), entériné par la suite par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/222 du 21 décembre 2009, définit une série de principes et d'objectifs généraux clairs pour la coopération Sud-Sud, ainsi que les questions prioritaires et les domaines nécessitant un appui de la part de la communauté internationale et notamment des entités du système des Nations Unies pour le développement.

42. En ce qui concerne l'intégration de la coopération Sud-Sud par le biais des politiques et instruments de planification, le Comité des politiques du Secrétaire général, dans la décision de 2008, a demandé aux entités du système des Nations Unies pour le développement d'adopter des mesures concrètes pour renforcer leur appui à la coopération Sud-Sud et a exhorté leurs dirigeants à insister, dans les réunions intergouvernementales, sur le puissant outil que constitue l'engagement fort des Nations Unies au service de cette coopération, dans la perspective de la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire. À sa session de fond de 2008, le Conseil économique et social a organisé une réunion avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales des Nations Unies afin de réitérer l'importance des commissions en tant que piliers essentiels de la coopération Sud-Sud. De plus, le document final de Nairobi invite les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies à prendre des mesures concrètes pour intégrer dans leurs activités l'appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire et encourager le resserrement des liens entre les commissions régionales, les centres d'excellence et les groupements régionaux et sous-régionaux<sup>20</sup>.

43. Avec l'adoption des orientations générales et directives susmentionnées, les organismes du système des Nations Unies ont été plus nombreux à élaborer des instruments de planification intégrant la coopération Sud-Sud. Ce phénomène en expansion est illustré par le fait que 15 rapports annuels et 17 plans à moyen terme établis récemment par des entités du système des Nations Unies mentionnent de la coopération Sud-Sud et triangulaire<sup>3</sup>. Dans son plan stratégique pour 2008-2012, le PNUD fait de la coopération Sud-Sud l'une de ses principales approches pour assurer l'efficacité de l'aide au titre de ses programmes de pays et programmes régionaux. De plus, il était noté dans un récent rapport du Corps commun d'inspection (2011) que la plupart des organisations du système commun avaient des programmes ou projets spécifiquement conçus pour appuyer la coopération Sud-Sud aux niveaux des sièges, des régions et/ou des pays, notamment la FAO, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Centre du commerce international

---

<sup>20</sup> Résolution 64/222, annexe, par. 21 a) et f).

(CTI), la CNUCED, le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Dans d'autres organisations, la coopération Sud-Sud s'inscrit dans des programmes de coopération technique ordinaires; tel est le cas pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation maritime internationale (OMI), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Organisation météorologique mondiale<sup>18</sup>.

44. Au-delà des différents organismes, fonds et programmes qui établissent leurs propres politiques et procédures en matière de coopération Sud-Sud, c'est l'ensemble du système des Nations Unies qui s'emploie à renforcer les approches intégrées du développement en y inscrivant une dimension Sud-Sud. En témoignent l'inclusion de la coopération Sud-Sud dans les directives relatives à l'établissement des bilans communs de pays à l'usage des équipes de pays et le processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui vise à incorporer la coopération Sud-Sud dans les programmes au niveau des régions et des pays. Si elle n'est mentionnée explicitement que dans les plans-cadres actuels de 17 pays, l'initiative interorganisations sur les directives opérationnelles pour l'appui du système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud a été lancée, ainsi que demandé par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud; elle est pilotée par le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud du PNUD.

45. Au cours de la période considérée, les organismes, fonds et programmes et autres entités du système des Nations Unies ont multiplié les partenariats stratégiques avec les principales entités de la coopération Sud-Sud pour le développement et ont établi ou institutionnalisé les centres d'excellence et les réseaux animés par des acteurs du Sud afin d'intensifier le partage des connaissances et des solutions en matière de développement. Le PNUD, par exemple, a noué des partenariats stratégiques et fait des arrangements similaires avec le Brésil, la Chine et la Turquie. L'OIT s'est investie dans la promotion du travail décent et, avec l'appui du Gouvernement du Brésil, participe aux efforts déployés pour partager l'information et les meilleures pratiques concernant le travail des enfants, l'emploi des jeunes, l'éducation, la santé et la formation professionnelle dans les pays lusophones d'Afrique, les pays membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et au sein du Forum de dialogue Inde, Brésil et Afrique du Sud<sup>21</sup>.

46. Dans le cadre de son appui aux centres d'excellence animés par les acteurs du Sud, le PNUE a lancé un mécanisme pilote d'échange et de coopération Sud-Sud qui permettrait de documenter et partager systématiquement les études de cas concernant des projets et initiatives Sud-Sud réussis dans les domaines de l'environnement et du développement durable. Des efforts du même ordre ont été faits par : l'UNESCO, qui a ouvert le Centre international de l'UNESCO pour la coopération Sud-Sud en matière de science, de technologie et d'innovation basé à Kuala Lumpur; la CNUCED, qui gère le réseau de pôles nationaux d'excellence,

<sup>21</sup> Voir <http://www.ibsa.trilateral.org>.

dont l'objectif est de soutenir les transferts de technologie et de connaissances au profit de l'Afrique en formant des scientifiques et des techniciens; et l'ONUDI, qui a créé le Centre de coopération industrielle Sud-Sud à Beijing<sup>22</sup>. Le Centre international de coopération Sud-Sud de l'UNESCO met actuellement en place un laboratoire des meilleures pratiques, en coordination avec l'Académie des sciences du tiers monde<sup>23</sup>. Au cours de la période considérée, le Réseau d'information pour le développement, site en ligne géré par le Groupe spécial du PNUD pour la coopération Sud-Sud, a permis à 30 entités supplémentaires, à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, de créer et gérer leurs répertoires d'experts. En 2011, quelque 69 répertoires actifs étaient sur le site.

47. Dans les années 2009 à 2011, la coordination et la collaboration dans ce domaine se sont considérablement améliorées, comme en témoigne la plus grande fréquence des échanges interorganisations d'interlocuteurs référents effectués par le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, à la demande des États Membres. Deux échanges de ce genre ont été organisés aux fins d'étudier les actions engagées dans le système des Nations Unies pour réaliser les objectifs énoncés dans le document final de Nairobi et partager les pratiques en vigueur en matière de coopération Sud-Sud. De plus, le Groupe spécial, par l'intermédiaire des trois piliers de son architecture multilatérale de coopération Sud-Sud, à savoir l'Académie mondiale de développement Sud-Sud, l'Expo du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud et le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie Sud-Sud, a permis à un nombre accru d'organismes, fonds et programmes des Nations Unies, dont les commissions régionales, de recenser, diffuser et amplifier leurs initiatives Sud-Sud. Ainsi, l'Académie mondiale a lancé à titre pilote une Académie Sud-Sud à participation populaire dans la région Asie-Pacifique au cours de cette période. L'Expo du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud (accueillie en 2009 par la Banque mondiale et en 2010 par l'OIT) a rassemblé plus de 20 organismes et organisations des Nations Unies, ainsi que plus de 100 autres entités partenaires venues présenter et partager des solutions de développement et a permis aux chefs des entités de coopération Sud-Sud du système des Nations Unies de débattre des questions relatives à la coopération Sud-Sud et triangulaire. Le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie Sud-Sud est devenu une plate-forme de bourses comptant à son actif une liste de 1 710 projets, 283 appariements et 79 transactions commerciales dans le secteur des petites et moyennes entreprises. Les transactions dans le domaine des bourses environnement et énergie sont également consignées dans le système et des listes dans le domaine de la santé mondiale seront mises en ligne durant la période en cours.

48. Le système des Nations Unies s'est attaché à promouvoir le partage des connaissances, mais aussi à créer des mécanismes de financement innovants pour gérer les partenariats Sud-Sud et triangulaires. Peuvent être cités à titre d'exemple le nouveau fonds spécial de la FAO pour la coopération, financé par la Chine à hauteur de 30 millions de dollars, pour aider des pays sélectionnés; le dispositif Inde, Brésil

---

<sup>22</sup> Voir <http://www.unido.org/index.php?id=4915> et « An Overlook of South-South Cooperation and Triangular Cooperation » (version préliminaire), mars 2011.

<sup>23</sup> Parallèlement à ses activités de renforcement des capacités et d'échange des meilleures pratiques, le centre conduit des recherches sur des problèmes spécifiques dans le domaine de la science, de la technologie et des politiques innovantes dans les pays en développement (voir <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/science-technology/sti-policy/centre-for-south-south-cooperation/>).



et Afrique du Sud pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim; le Fonds de coopération Sud-Sud créé par l'UNESCO pour appuyer son programme de coopération Sud-Sud au service de l'éducation, ciblé sur l'éducation pour tous et la réalisation des autres objectifs du Millénaire grâce au partage des données d'expérience, des connaissances et des bonnes pratiques sur une base Sud-Sud et triangulaire. Un autre exemple est celui de l'accord quinquennal de coopération triangulaire stratégique conclu entre la République de Corée et le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, qui vise à faciliter les échanges de connaissances Sud-Sud et triangulaires dans un certain nombre de domaines : éducation, science et technologie, énergies renouvelables et gestion des ressources, renforcement des capacités et développement humain durable pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région Asie-Pacifique.

### **III. Défis à relever, possibilités à exploiter et recommandations**

#### **A. Défis et possibilités**

49. Les pays en développement ont fait des progrès considérables au cours des trois décennies qui se sont écoulées depuis l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement. Durant cette période, un fort consensus s'est dégagé au niveau mondial à l'appui de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, y compris l'appui stratégique tant des pays en développement que des pays développés, comme le montrent en particulier les dirigeants du Groupe des 77 et de la Chine et du Groupe des Vingt. Toutefois, malgré la forte accélération de la croissance économique dans de nombreuses régions du globe entraînée par les interactions Sud-Sud, les inégalités se creusent à la fois entre les pays et à l'intérieur des pays du monde du Sud.

50. Les déséquilibres à travers le Sud en matière d'industrialisation et de capacité de production affectent les efforts déployés par les pays afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Les données actuelles montrent qu'un nombre relativement important de pays ne sont pas en bonne voie d'atteindre les objectifs, tandis qu'un grand nombre d'autres pays qui ont fait des progrès importants demeurent englués dans la pauvreté. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement continuent de prendre du retard, trois pays seulement qui appartenaient à la catégorie des pays les moins avancés ont été reclassés depuis 1970. Ce fait souligne la nécessité d'améliorer les stratégies de développement des capacités de production pour les pays les moins avancés, comme l'a demandé la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui s'est tenue à Istanbul, en mai 2011<sup>24</sup>. On notera également dans ce contexte les recommandations figurant dans le rapport de 2010 du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique sur la coopération de l'Afrique avec les partenaires nouveaux et émergents et les options pour son développement, qui exhortaient les pays africains à élaborer des stratégies collectives afin de se faire entendre plus clairement dans les interactions avec les pays émergents, afin d'obtenir des résultats avantageux pour toutes les parties<sup>11</sup>.

<sup>24</sup> Voir A/66/137.

51. Dans les pays du Sud, les niveaux des inégalités internes posent de graves problèmes pour le développement, en particulier parmi les pays émergents. Une étude récente montre que 72 % des pauvres du monde – soit 960 millions de personnes – vivent dans les pays à revenu intermédiaire, tandis qu'un quart seulement – environ 370 millions – vivent dans des pays à faible revenu<sup>2</sup>. Les revendications de libertés civiles et d'égalité dans la répartition des avantages de la croissance économique alimentent la montée des protestations civiles, comme l'a montré le « printemps arabe », vague de manifestations qui s'est rapidement répandue depuis la Tunisie à la fin de 2010 et en 2011.

52. Les échanges Sud-Sud continuent d'augmenter, annonçant une importante transformation dans les relations internationales. L'ascendance des puissances du Sud, tant aux niveaux régional que mondial, a d'importantes incidences sur les négociations internationales et le choix des priorités au niveau multilatéral et a entraîné une diversification des interventions Sud-Sud, allant des échanges techniques à l'approfondissement de l'intégration économique et, de plus en plus, vers l'intégration politique et le règlement des conflits. Ce changement d'orientation au niveau mondial devrait aboutir à de réels dividendes du développement, étayés par les plans et les mesures par lesquels les courants d'aide d'échange et d'investissements en provenance du Nord sont complétés par des efforts de développement analogues menés par le Sud, afin de réduire effectivement la pauvreté.

53. La coopération Sud-Sud s'est avérée être un complément utile des stratégies traditionnelles de développement et de la gestion des possibilités et des défis à l'échelle transnationale. Les modalités de coopération Sud-Sud et triangulaire ont été largement adoptées par diverses parties prenantes dans de nombreux secteurs et l'efficacité de ce type de coopération pour le développement, en particulier son inclusivité et son efficacité, a été reconnue. Si les efforts sont généralement centrés sur une vaste gamme d'interventions visant à améliorer les capacités de production, la coopération Sud-Sud offre l'avantage comparatif consistant à agir de concert avec les formes traditionnelles d'aide au développement qui, ces dernières années, ont souvent été concentrées davantage sur les interventions humanitaires et sociales. Cette complémentarité offre une occasion unique de dialogue sur l'architecture émergente du développement, s'agissant de savoir comment tirer le meilleur parti des formes d'assistance traditionnelle et Sud-Sud, en tenant compte des mesures qui se sont révélées efficaces en ce qui concerne la fourniture d'une aide au développement par les donateurs traditionnels et les partenaires du monde du Sud.

54. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont bénéficié d'un soutien multilatéral accru face à la demande croissante, bien que des problèmes persistent concernant la coordination entre les divers acteurs et le financement. La tendance, parmi les organismes des Nations Unies, à lancer des initiatives à long terme incorporant stratégiquement des approches Sud-Sud représente un changement salutaire par rapport aux projets ponctuels, mais du fait de la multiplicité des plans, projets et programmes à travers le système, il pourrait être utile de recourir à des entités et mécanismes de coordination plus solides, afin d'éliminer les gaspillages et d'éviter les doubles emplois. De plus, l'utilisation accrue de la programmation commune, de la coordination interinstitutions et des mécanismes de financement multilatéraux pourrait accroître la mise en commun des ressources afin de développer les initiatives performantes et de mobiliser les ressources collectives, humaines, financières et autres du Sud en vue d'accélérer les

efforts pour atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement. Toutefois, tant que les besoins financiers n'auront pas été satisfaits, tant en termes d'augmentation du financement que de ciblage des allocations aux projets et programmes multinationaux, le soutien multilatéral ne suffira pas à atteindre les objectifs susmentionnés.

## **B. Recommandations**

55. Afin de maintenir la dynamique et de renforcer l'impact et les contributions de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, en vue d'un développement humain plus inclusif, équitable et durable, la communauté internationale de développement doit continuer à trouver les moyens de transformer les défis auxquels est confronté le monde du Sud en possibilités à exploiter, afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, ainsi que les autres objectifs de développement arrêtés par la communauté internationale au-delà de 2015.

56. Tandis que le système multilatéral s'efforce d'intensifier son soutien à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, il demeure crucial que les dirigeants des États Membres jouent le rôle de chef de file dans la coopération pour le développement, y compris la coopération Sud-Sud et triangulaire. Indépendamment du niveau de développement ou de la dimension d'une économie, tous les pays en développement ont quelque chose à offrir dans le cadre des vastes principes et objectifs énoncés dans le Document final de Nairobi. Globalement, les pays du Sud disposent d'une masse d'informations et de données, de systèmes efficaces de partage des connaissances, de possibilités d'action établies en matière de développement, de solutions testées concernant le renforcement des capacités institutionnelles et de technologies appropriées et à un coût abordable dans des domaines comme la sécurité alimentaire, le changement climatique et la recherche sur le VIH/sida. Ce savoir peut être plus largement partagé, reproduit et transposé à plus grande échelle à travers le Sud.

57. Afin de mieux répondre aux besoins et priorités de développement des États Membres, le système multilatéral doit disposer de définitions opérationnelles et plus précises d'indicateurs de performance qui lui permettront de mesurer à la fois l'ampleur et l'impact de la coopération Sud-Sud et triangulaire aux niveaux bilatéral, régional, interrégional et mondial. En outre, dans le Document final de Nairobi, tous les organismes, institutions, fonds, programmes et commissions régionales des Nations Unies ont été encouragés à aider les pays en développement à renforcer les centres d'excellence ou en établir de nouveaux dans leurs domaines de compétence respectifs et à utiliser les services du Groupe spécial du PNUD pour la coopération Sud-Sud, y compris par le biais de son architecture multilatérale de soutien à la coopération Sud-Sud, comprenant l'Académie mondiale de développement Sud-Sud, l'Expo mondiale Sud-Sud et le portail SS-GATE. Le système des Nations Unies pour le développement dispose d'un avantage comparatif dans les efforts visant à aider les pays en développement à collecter, consolider et analyser de manière plus systématique les informations sur les initiatives Sud-Sud prises aux niveaux national, régional et international, et le système des Nations Unies est déterminé à améliorer ses travaux dans ce domaine.

58. Le système des Nations Unies doit aussi continuer à améliorer la cohérence et la coordination globales de son soutien à la coopération Sud-Sud et triangulaire. Il devrait y parvenir par le biais de programmes communs innovants, d'initiatives multinationales, et de mécanismes et d'entités multilatéraux de financement et de coordination plus solides. Les divers membres du système des Nations Unies ne peuvent plus intervenir de manière indépendante dans leurs propres activités d'appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire; ils doivent coopérer, améliorer la coordination et compléter mutuellement leurs efforts.

59. Le système des Nations Unies doit continuer à fournir un soutien financier à la coopération Sud-Sud, afin d'élargir la diffusion des bonnes pratiques et des solutions donnant de bons résultats en matière de développement, et transposer à plus grande échelle les programmes réussis afin d'accroître l'efficacité globale pour un développement plus inclusif et durable. La coopération Sud-Sud poursuivie aux niveaux bilatéral et régional demeurera le principal dispositif d'assistance mutuelle et d'apprentissage, mais la persistance de problèmes mondiaux comme l'insécurité alimentaire et énergétique, le changement climatique et le VIH/sida, requiert des approches multilatérales renforcées, y compris par le biais du système des Nations Unies. Dans ce contexte, on rappellera que l'Assemblée générale, dans sa résolution 60/212, a désigné le Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud comme étant le principal mécanisme de financement multilatéral permettant aux États Membres de regrouper les contributions volontaires à l'appui de ces initiatives.

60. Outre les acteurs traditionnels de la coopération Sud-Sud et triangulaire, les États Membres et le système multilatéral, les secteurs privés et les sociétés civiles du monde du Sud jouent également un rôle crucial dans l'élaboration de stratégies de développement durables et inclusives. Il est donc indispensable que les États Membres et le système multilatéral donnent à la fois au secteur privé et au secteur civil de la société un rôle à jouer dans le développement complétant les politiques publiques, afin de faire en sorte que les atouts de chaque secteur de la société soient mis à profit en vue d'obtenir des succès plus larges en matière de développement à travers le Sud.

61. Afin que le secteur privé puisse investir, créer des emplois et réduire la pauvreté de manière effective et durable, il est indispensable que les gouvernements renforcent la coopération Sud-Sud et concentrent leurs efforts sur la création de conditions propices, tant à l'échelle nationale qu'à travers les frontières, par la fourniture de divers biens collectifs, y compris la mise en place d'infrastructures physiques, réglementaires et juridiques fonctionnant bien. Une participation accrue des organisations de la société civile enrichirait également les interactions Sud-Sud en raison de l'intérêt partagé qu'elles portent aux besoins dans les domaines social et environnemental et de leurs préoccupations communes touchant la parité entre les sexes et les libertés civiles.